



Conseil de sécurité

## **Syrie - Briefing sur les développements politiques et humanitaires**

New York, le 25 janvier 2023  
Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le président,

Je fais cette déclaration à titre national sur la situation politique en Syrie.

En ce qui concerne les aspects humanitaires, je me joins à la déclaration lue par mon collègue brésilien au nom de nos deux pays.

Je voudrais aussi remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et la directrice adjointe du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Mme Ghada Eltahir Mudawi, pour leurs exposés sombres mais précieux.

La population civile syrienne continue d'être soumise à de lourdes épreuves. La Suisse s'inquiète des violations continues du droit international humanitaire et des droits humains dans tout le pays. Elle appelle toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations de droit international.

La voie à suivre pour une sortie du conflit en Syrie est claire : elle ne peut et ne pourra passer que par une solution politique.

C'est pourquoi la Suisse soutient les efforts de l'ONU et de son Envoyé Spécial, Geir Pedersen, selon le mandat qui lui est conféré par la résolution 2254, unanimement adoptée par ce Conseil.

Nous le félicitons pour les consultations qu'il a récemment menées avec les principaux acteurs régionaux et internationaux, au plus haut niveau. Ces efforts sont cruciaux pour renforcer la confiance entre les parties et maintenir la dynamique en faveur d'une solution politique – au moment où la situation humanitaire, sécuritaire et économique en Syrie, déjà très fragile, s'aggrave dangereusement.

Soucieuse de remplir ses engagements en faveur de la mise en œuvre des résolutions de ce Conseil, la Suisse offre les meilleures garanties possibles à la poursuite des processus de paix à Genève, siège principal de l'ONU en Europe. Nous avons grand espoir en la reprise prochaine des travaux du Comité constitutionnel sous l'égide du bureau de l'Envoyé spécial.

Le Conseil de sécurité, à travers la résolution 2254 demande à ce que la voix et les attentes des Syriennes et des Syriens soient prises en compte. La Suisse soutient les organisations de la société civile syrienne, notamment à travers la plateforme de soutien à la société civile à Genève. Ces organisations participent à l'identification d'une issue politique adéquate et durable. A travers toutes les régions, elles retissent la cohésion sociale et préservent l'intégrité territoriale du pays.

Enfin, la Suisse souhaite que le Conseil de sécurité demeure saisi de la question des personnes détenues ou portées disparues. Les résolutions 2254 et 2474 de ce Conseil soulignent l'importance de cette question dans tout processus de paix.

La Suisse se joint aux appels de l'Envoyé spécial et des familles et salue l'étude du Secrétaire général pour que lumière soit faite sur le sort de ces personnes. Nous appelons toutes les parties à mettre fin aux pratiques de détention arbitraire et disparitions forcées en Syrie. Permettre aux organisations humanitaires spécialisées d'avoir accès à tous les lieux de détention, serait un pas essentiel dans cette direction.

L'expérience montre que la confiance ne peut pas être restaurée au sein d'une société tant que les familles des personnes disparues n'ont pas obtenu de réponses sur le sort de leurs proches.

Des femmes et des dizaines de milliers d'orphelins dans tout le pays attendent de recevoir des nouvelles d'un mari, d'une mère ou d'un frère, pour reprendre leur destin en main. Ils ont le droit de savoir.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

I am making this statement in my national capacity on the political situation in Syria.

With regard to the humanitarian aspects, I join in with the statement made by my Brazilian colleague on behalf of our two countries.

I also would like to thank the Secretary-General's Special Envoy for Syria, Mr. Geir Pedersen, and the Deputy Director of the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Ms. Ghada Eltahir Mudawi, for their bleak but precious briefings.

The Syrian civilian population continues to be subjected to severe hardship. Switzerland is concerned about the continuing violations of international humanitarian law and human rights throughout the country. It calls on all parties to the conflict to respect their obligations under international law.

The way out of the conflict in Syria is clear: it can and must be achieved only through a political solution.

This is why Switzerland supports the efforts of the UN and its Special Envoy, Geir Pedersen, according to the mandate given to him by Resolution 2254, unanimously adopted by this Council.

We commend him for his recent consultations with key regional and international actors at the highest level. These efforts are crucial to building confidence between the parties and maintaining the momentum for a political solution – at a time when the already fragile humanitarian, security and economic situation in Syria is dangerously worsening.

In order to fulfil its commitment to the implementation of the resolutions of this Council, Switzerland offers the best possible guarantees for the continuation of the peace process in Geneva, the UN's main headquarters in Europe. We have great hopes that the work of the Constitutional Committee will soon resume under the aegis of the Special Envoy's office.

The Security Council, through Resolution 2254, calls for the voice and expectations of the Syrian people to be taken into account. Switzerland supports Syrian civil society organisations, in particular through the Civil Society Support Room in Geneva. Civil society organisations are

involved in identifying an appropriate and sustainable political solution. Across all regions, they are building social cohesion and preserving the territorial integrity of the country.

Finally, Switzerland would like the Security Council to remain seized of the issue of detained or missing persons. Security Council resolutions 2254 and 2474 underline the importance of this issue in any peace process.

Switzerland joins the appeals of the Special Envoy and the families and welcomes the Secretary-General's report to shed light on the fate of these persons. We call on all parties to put an end to the practices of arbitrary detention and enforced disappearances in Syria. Allowing specialised humanitarian organisations access to all places of detention would be an essential step in this direction.

Experience shows that trust cannot be restored in a society until the families of the missing get answers about the fate of their loved ones.

Women and tens of thousands of orphans across the country are waiting to hear from a husband, mother or brother, to take their fate into their own hands again. They have a right to know.

Thank you.